

Contexte

La crise malienne de 2012 avec l'occupation du Nord-Est du Mali par des groupes armés s'est progressivement répandue et intensifiée à partir de 2018 au Niger et au Burkina Faso avec la présence plus marquée des groupes armés, la recrudescence de la criminalité impliquant un accroissement des déplacements de populations¹. La situation sécuritaire critique a causé le déplacement de plus de 750 000 personnes déplacées internes (PDI) et plus de 80 000 réfugiés selon les chiffres de novembre 2019². La situation sécuritaire délétère combinée à d'autres facteurs tels que le mauvais état des infrastructures, les limitations de circulation liées à l'état d'urgence déclaré dans plusieurs départements et les conditions géographiques difficiles restreignent l'accès à certaines zones pour les acteurs humanitaires¹, d'où le déficit d'information important sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins. Afin de combler ces lacunes et d'informer la planification des interventions humanitaires, REACH a démarré un suivi des besoins humanitaires multisectoriels dans la zone frontalière, plus précisément dans les régions de Tillabéri (Niger), Mopti (Mali), Sahel et Centre-Nord (Burkina Faso). Cet aperçu de la situation présente les résultats du pilote de cette évaluation, réalisé en novembre 2019.

Méthodologie

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires, notamment dans les zones difficilement accessibles. Les informations ont été collectées au mois de novembre 2019 et concernent les besoins humanitaires multisectoriels et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées à travers 797 entretiens avec des informateurs clés (IC) dont 365 au Niger, 255 au Mali et 177 au Burkina Faso. Ces données ont été agrégées au niveau du département et de la région ; pour chaque région, les données sont présentées lorsqu'au moins 4,5% des localités ont été évaluées et ce seuil sera augmenté à 5% dans la phase post-pilote. Ces IC ont été sélectionnés (échantillonnage non-aléatoire) en fonction de leurs connaissances récentes (datant d'un mois maximum) et détaillées des localités. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. En parallèle aux informations fournies par les IC, 25 groupes de discussion ont été réalisés dont 12 dans la région de Tillabéri, 8 dans la région de Mopti et 5 dans la région du Centre-Nord avec des IC et/ou des populations déplacées afin d'approfondir les informations relatives aux déplacements et aux besoins humanitaires multisectoriels³. Puisque la méthodologie de collecte repose sur les réponses d'IC, les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs de la situation.

Couverture géographique

Localités évaluées au Niger, au Mali et au Burkina Faso

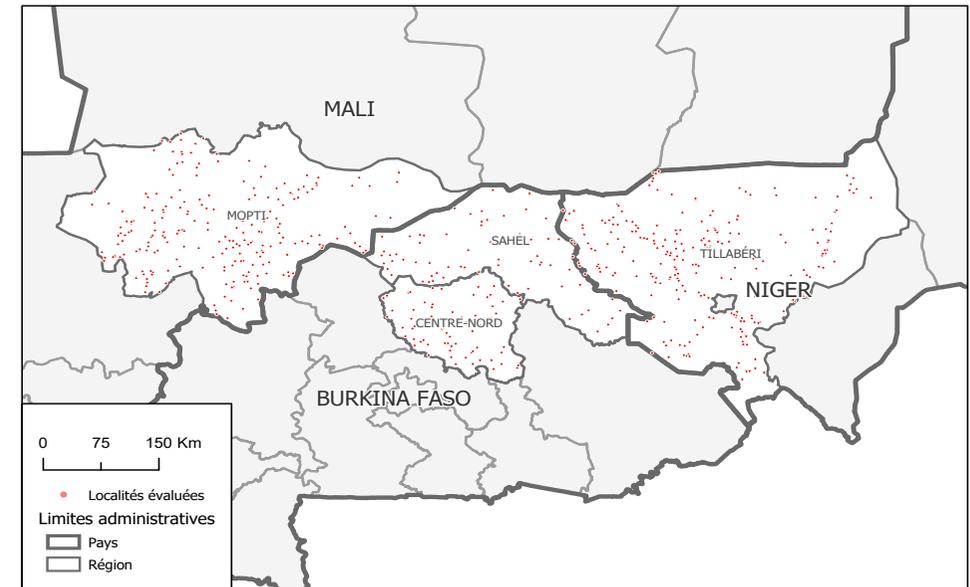


Tableau de couverture

Pays	Région	Admin 2 (provinces/départements/cercles) évalués ⁴	# Total des localités ⁵	# Nombre de localités évaluées	Couverture régionale
Niger	Tillabéri	Abala - Ayerou, Balleyara - Banibangou- Bankilaré - Filingue - Gotheye - Kollo - Ouallam - Say - Téra - Tillabéri - Torodi	6037	286	4,7%
Mali	Mopti	Bandiagara - Bankass - Djenné - Douentza - Koro - Mopti - Tenenkou - Youwarou	3270	234	7,2%
Burkina Faso	Centre-Nord	Bam - Namentenga - Sanmentenga	640	45	7%
	Sahel	Soum - Seno - Oudalan - Yagha	1382	68	4,9%
Total			11 329	633	5,5%

¹ REACH. *Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso*. Octobre 2019.

² OCHA. *Humanitarian needs increase in Burkina Faso/Mali/Niger*. November 2019

³ Au Mali, les groupes de discussion ont été réalisés depuis Mopti (ville) et Koro (ville) avec des IC et des populations déplacées qui ont rendu compte des dynamiques de déplacement et des besoins humanitaires dans les cercles de Bandiagara, Bankass, Koro et Tenenkou ; au Niger, les groupes de discussion ont été réalisés dans les villes de Tillabéri et de Niamey avec des IC et des déplacés qui ont rendu compte de la situation humanitaire dans les communes de Ouallam, Ayerou et Inates ; au Burkina Faso, les groupes de discussion ont été réalisés depuis la ville de Kaya avec des IC qui ont rendu compte de la situation humanitaire dans les provinces de Sanmentenga (région du Centre-Nord), Soum, Arbinda (région du Sahel). Dans chaque pays, les groupes de discussion étaient constitués de 4 à 8 participants.

⁴ La nomenclature de la deuxième division administrative diffère en fonction des trois pays : la nomenclature utilisée est "département" au Niger; "province" au Burkina Faso et "cercle" au Mali

⁵ Total des localités évaluées par région.

Résultat clés

Dynamiques de déplacement

- L'arrivée de PDI au cours du dernier mois⁶ a été rapportée par les IC dans une plus haute proportion de localités évaluées au Burkina Faso (au moins 30% de localités par région), ce qui reflète la progression rapide de la crise sécuritaire dans ce pays⁷.
- L'insécurité a été désignée par les IC comme principal facteur de déplacement et l'intention de retour des déplacés serait conditionnée par l'amélioration de la situation sécuritaire dans leurs localités d'origine.

Sécurité alimentaire

- La situation en termes de sécurité alimentaire semble particulièrement critique : selon les IC, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois dans 74% des localités évaluées.
- D'après les IC, l'accès limité à la nourriture s'explique principalement par l'insécurité⁸ (plus rapportée au Mali et au Burkina Faso) et par des facteurs naturels/climatiques (manque de pluies) davantage rapportés au Niger.

Moyens de subsistance

- Les IC ont indiqué que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois dans la moitié des localités évaluées (50%).
- L'insécurité a beaucoup impacté les moyens de subsistance à travers l'accès insécurisé aux terres qui affecte la disponibilité des terres cultivables.
- D'après les IC, l'agriculture et l'élevage constituaient les activités de subsistance ayant été les plus perturbées au cours du dernier mois.

Eau, hygiène et assainissement

- L'accès à l'eau est problématique : les IC ont rapporté que dans 41% de localités évaluées, la majorité de la population mettait plus de 30 mn pour aller et revenir de la source d'eau au cours du dernier mois.
- L'insécurité constitue un frein important pour l'accès à un point d'eau amélioré⁹ surtout dans la région du Sahel (Burkina Faso).
- Les besoins en latrines semblent importants avec 62% de localités où les populations n'utilisaient pas de latrines au cours du dernier mois selon les IC.

Abris et bien non alimentaires

- Globalement, les besoins en abris sont très importants en particulier pour les populations déplacées dont les PDI qui vivaient dans des abris précaires¹⁰ au cours du dernier mois dans le quart des localités évaluées selon les IC.
- La destruction d'abris au cours du dernier mois a été rapportée dans 23% de localités évaluées ; les inondations ainsi que l'insécurité (attaques/combats) sont d'après les IC, les deux principales causes de cette destruction.

Santé et nutrition

- Selon les IC, la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé à distance de marche dans 36% de localités évaluées ; les considérations sécuritaires et le manque d'infrastructures de santé à proximité en seraient les deux principales causes.
- Le paludisme a été rapporté comme le principal problème de santé ayant affecté la majorité de la population au cours du dernier mois dans 3/4 des localités évaluées.

Education

- Le secteur de l'éducation est parmi les secteurs les plus affectés par la crise particulièrement au Burkina Faso (dans la région du Sahel, la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs à distance de marche¹² au cours du dernier mois dans 78% des localités évaluées).
- L'insécurité constituerait le principal frein¹¹ à l'accès aux services éducatifs, notamment les attaques, menaces, ainsi que le déplacement des enseignants.

Protection

- L'insécurité dans la zone constitue l'une des plus grandes préoccupations en matière de protection : la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du dernier mois dans 59% des localités évaluées selon les IC.
- De même, les IC ont rapporté que les violences par un groupe armé représentent la principale préoccupation au cours du dernier mois pour chaque groupe démographique (filles, femmes, hommes et garçons).

Communication

- L'accès à l'information sur l'aide humanitaire représente un important défi surtout dans la région du Sahel où la population accédait difficilement à l'information sur l'aide humanitaire disponible dans la zone dans plus de la moitié des localités évaluées selon les IC.
- La radio et le téléphone constituent les deux sources de communication privilégiées par la majorité de la population selon les IC.

Assistance humanitaire

- La sécurité alimentaire a été rapportée comme secteur d'intervention prioritaire dans environ la moitié des localités évaluées (49%) tandis que la protection semble le deuxième type d'intervention le plus attendu (rapporté dans 20% de localités par les IC).
- Hormis ces deux secteurs, les autres types d'intervention les plus utiles pour la population selon les IC sont la santé, l'EHA les moyens de subsistance et l'éducation.

⁶ Dans tout cet aperçu, le dernier mois renvoie au mois ayant précédé la collecte de données.

⁷ REACH. *Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso*, Octobre 2019.

⁸ Calculé sur le total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois.

⁹ Les forages, mini-Adduction d'Eau Potable (mini AEP), bornes fontaines, robinets et puits protégés sont considérés comme des points d'eau améliorés pouvant fournir une eau propre à la consommation.

¹⁰ Dans cette évaluation, les abris précaires désignent les tentes de fortune, les bâtiments communautaires, les bâtiments abandonnés ou l'absence d'abris.

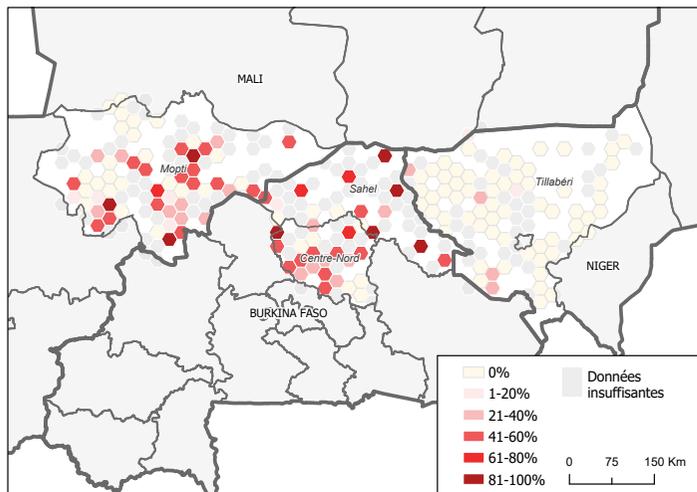
¹¹ La distance de marche est laissée à l'appréciation des IC.

¹² Calculé sur le total des localités ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours du dernier mois.

➔ **Dynamiques de déplacement**

Les IC ont rapporté l'arrivée de PDI dans **11%** des localités évaluées au cours du dernier mois¹³. Cette proportion est plus élevée dans les régions du Sahel et du Centre-Nord (au moins **30%** de localités évaluées par région). Quant aux réfugiés, leur arrivée au cours du dernier mois a été rapportée dans **1%** des localités évaluées.

Proportion de localités évaluées dans lesquelles l'arrivée de PDI et/ou de réfugiés a été rapportée au cours des trois derniers mois par les IC :



- L'arrivée de PDI au cours du dernier mois qui a été rapportée dans une plus forte proportion de localités évaluées dans les régions du Sahel et du Centre-Nord reflète une très forte progression du rythme de déplacements au Burkina Faso surtout au cours de l'année 2019, allant de 136 000 PDI en mars à environ 560 000 PDI en décembre¹³. Ces déplacements croissants au Burkina Faso sont révélateurs de la progression rapide de la crise sécuritaire et humanitaire dans ce pays.
- Les IC ont rapporté que les PDI constituaient la moitié de la population ou plus au cours du dernier mois dans au moins 13% de localités dans lesquelles la présence de PDI a été rapportée dans les régions de Mopti, Sahel et Centre-Nord. Ce constat est préoccupant car la forte présence de déplacés pourrait exacerber les besoins du fait de la pression accrue sur les ressources (eau, nourriture) et sur les services de base¹⁴.
- La cartographie participative réalisée dans les trois pays suggère que les principaux axes de déplacement semblent correspondre à une logique similaire dans les régions évaluées : les PDI quittent des localités proches des frontières pour se déplacer vers des localités plus urbanisées et perçues comme plus sûres au sein de leur commune ou de leur département d'origine. Quant aux réfugiés maliens présents au Niger et au Burkina Faso, ils sont originaires des cercles de Gao, Ménaka et Mopti tandis que la présence de réfugiés burkinabe originaires des régions du Nord et du Centre-Nord (précisément des répartements de Bam et de Yatenga) a été rapportée par des IC interrogés dans la région de Mopti.
- Parmi les localités évaluées où la présence de déplacés a été rapportée, les considérations sécuritaires semblent principalement à l'origine des déplacements, notamment la violence dans les localités de départ et le déplacement préventif. De même, les groupes de discussion ont montré que l'intention de retour des déplacés serait principalement conditionnée par l'amélioration de la situation sécuritaire au sein de leurs localités d'origine.
- En revanche, parmi les localités dans lesquelles une partie ou la totalité de la communauté locale ne s'est pas déplacée, les raisons pour lesquelles elles sont restées telles que rapportées par les IC sont que les populations ne souhaitent pas partir (44% de localités évaluées); ces dernières estiment qu'elles n'ont aucune raison de partir (35%); elles ont peur de voyager (11%).

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI et/ou de réfugiés au cours du dernier mois :

	PDI	Réfugiés
Tillabéri	7%	2%
Mopti	48%	1%
Sahel	49%	4%
Centre-Nord	55%	3%

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que les PDI constituaient la moitié de la population ou plus au cours du dernier mois¹⁵ :

Tillabéri	1%
Mopti	10%
Sahel	21%
Centre-Nord	13%

Principal département/province/cercle⁴ d'origine des PDI et des réfugiés selon les IC, par proportion de localités évaluées¹⁵ :

	PDI	Réfugiés
Tillabéri	Ouallam 42%	Ménaka 40%
Mopti	Bandiagara 26%	Bam/Yatenga 50%
Sahel	Soum 45%	Gao 67%
Centre-Nord	Sanmatenga 45%	Mopti/Segou 50%

Deux raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer la présence de PDI et de réfugiés dans les localités d'accueil au cours du dernier mois^{15 16} :

PDI	1	2
	Violences dans la localité de départ	Déplacement préventif
Réfugiés	Violences dans la localité de départ	

¹³ OCHA. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso, Décembre 2019.

¹⁴ REACH. Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, Octobre 2019.

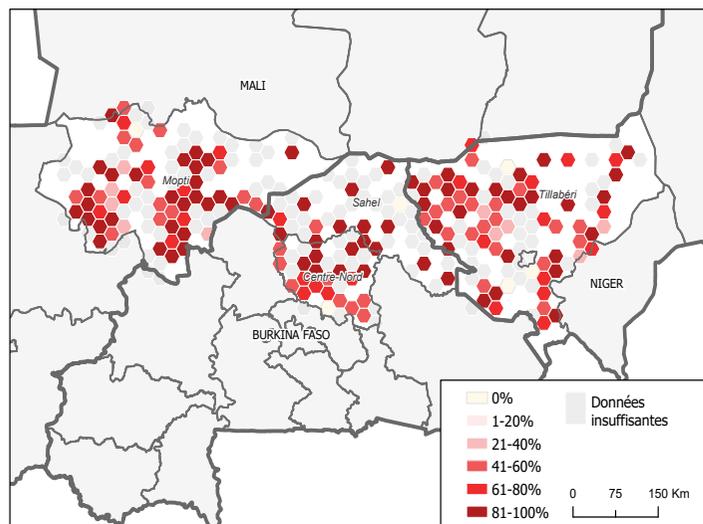
¹⁵ Pourcentage calculé sur le total de localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ce groupe de population au cours du dernier mois.

¹⁶ Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

Sécurité alimentaire

Selon les IC, dans **74%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois. Cette proportion est encore plus élevée dans la région du Sahel (**82%**).

Proportion de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois selon les IC :



- La situation alimentaire semble particulièrement critique sur toute l'étendue de la zone frontalière principalement en raison de l'insécurité et de facteurs naturels/climatiques. En effet, dans les localités où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois, les difficultés les plus rapportées par les IC sont l'accès non sécurisé aux terres (39% de localités évaluées) et le manque de pluies (31%). Le poids de l'insécurité sur l'accès à la nourriture semble encore plus marqué dans les localités évaluées au Mali et au Burkina Faso où l'accès non sécurisé aux terres a été rapporté comme premier facteur de l'insuffisance de nourriture dans plus de 46% de localités évaluées par région.
- Pour faire face à cette insuffisance de nourriture, les populations adoptent des stratégies d'adaptation afin que la nourriture dure plus longtemps : les stratégies les plus citées par les IC sont la consommation d'aliments moins préférés et moins chers (65% de localités évaluées), la diminution de la quantité consommée pendant les repas (78%) ainsi que la diminution du nombre de repas consommés par jour (59%).
- Cet accès difficile à la nourriture dans une proportion considérable de localités évaluées pourrait expliquer que les enfants de moins de 24 mois consomment moins de 3 repas par jour dans environ la moitié (46%) des localités évaluées selon les IC tandis que cette proportion est encore beaucoup plus élevée chez les adultes (71%). Les stratégies d'adaptation telles que la diminution du nombre de repas par jour ainsi que la diminution de la quantité consommée pourraient compliquer la situation nutritionnelle en particulier chez des enfants et des femmes enceintes et/ou allaitantes.
- Par ailleurs, les IC ont rapporté que la production vivrière (cultivée et bétail) représente la principale source de nourriture dans près de 80% de localités évaluées et l'achat de nourriture constitue la principale source dans 10% de localités. En ce qui concerne l'achat de nourriture, selon les IC, il n'y avait pas de marché fonctionnel à distance de marche¹¹ au cours du dernier mois dans le quart des localités évaluées et cette situation a été davantage rapportée dans la région du Sahel (44%). En outre, au niveau des localités ayant accès à un marché, le prix des céréales aurait augmenté dans 31% de ces localités. Les difficultés d'accès aux marchés ainsi que l'augmentation des prix des céréales à certaines périodes de l'année compliquent davantage l'accès à la nourriture et renforcent ainsi les besoins d'assistance en sécurité alimentaire.

Proportion de localités évaluées ayant rapporté un accès insuffisant à de la nourriture, par principales stratégies d'adaptation alimentaire (afin que la nourriture dure plus longtemps) :

Régions	Consommer des aliments moins préférés et moins chers	Consommer des aliments qui ne font pas partie du régime alimentaire normal	Réduire la quantité consommée pendant les repas	Réduire la consommation des adultes au profit des plus jeunes	Diminuer le nombre de repas par jour
Tillabéri	58%	15%	72%	33%	48%
Mopti	88%	28%	80%	37%	70%
Sahel	58%	18%	91%	52%	55%
Centre-Nord	39%	19%	82%	44%	67%

Proportion de localités évaluées où il n'y avait pas de marché fonctionnel à distance de marche¹¹ au cours du dernier mois selon les IC :

Tillabéri	21%	Tillabéri	20%
Mopti	23%	Mopti	39%
Sahel	44%	Sahel	58%
Centre-Nord	30%	Centre-Nord	36%

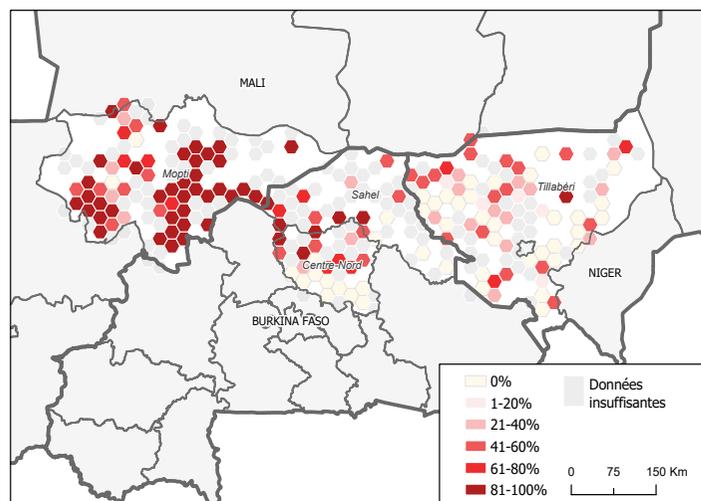
Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté une hausse du prix des céréales au cours du dernier mois¹⁷ :

¹⁷ Pourcentage calculé sur le total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un marché à distance de marche au cours du dernier mois.

Moyens de subsistance

Les IC ont rapporté que dans la moitié des localités évaluées (50%), la majorité de la population n'avait pas accès à leurs moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois et cette proportion atteint 83% de localités évaluées dans la région de Mopti.

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois :



- La crise sécuritaire a eu un impact important sur les moyens de subsistance des populations, en effet, le manque de terres pour cultiver expliquerait l'accès limité aux moyens de subsistance habituels pour la majorité de la population (56% de localités évaluées). Or, ce manque de terres cultivables, en plus des facteurs naturels, climatiques, semble surtout lié à l'accès non sécurisé aux terres (qui a été cité comme premier facteur de l'insuffisance de nourriture). En outre, chez les populations déplacées en particulier, le manque de terres cultivables pourrait également s'expliquer par le déplacement causé par l'insécurité dans la mesure où ces populations abandonnent leurs terres dans leurs localités d'origine pour rejoindre les localités d'accueil.
- L'agriculture et l'élevage constituent les principaux moyens de subsistance des populations dans cette zone et ont été cités comme les activités de subsistance les plus pratiquées au cours du dernier mois par la majorité de la population selon les IC (dans 81% de localités évaluées pour l'agriculture vivrière et dans 62% de localités pour l'élevage). Ces deux activités ont également été citées comme les activités ayant été les plus perturbées au cours du dernier mois pour la majorité de la population dans plus de la moitié des localités évaluées, encore davantage dans les régions de Mopti, Sahel et Centre-Nord.
- De plus, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'a pas pu accéder à des éléments nécessaires à la pratique agricole tels que les semences et le matériel agricole en quantité suffisante dans plus de 58% de localités évaluées. Quant aux terres cultivables, la majorité de la population n'aurait pas pu y accéder le mois dernier dans une proportion allant de 36% à 54% de localités évaluées dans les régions de Mopti, Sahel et Centre-Nord et plus faible dans la région de Tillabéri (6%). En revanche, le secteur de l'élevage semble avoir été moins perturbé que le secteur agricole au cours du dernier mois du fait d'un meilleur accès au bétail par rapport aux éléments agricoles.
- L'accès difficile aux terres cultivables et aux éléments nécessaires à l'agriculture suggère une importante perturbation des moyens de subsistance, ce qui a pour conséquence de renforcer la dépendance aux marchés et la vulnérabilité des populations en affectant la sécurité alimentaire particulièrement préoccupante ainsi que l'accès à l'eau, aux abris et aux services de santé et d'éducation qui nécessitent potentiellement des ressources financières.

Deux principales raisons pour lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois selon les IC¹⁸ :

Deux activités de subsistance les plus souvent citées comme ayant été perturbées en raison de la crise pour la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC :

Proportion de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès aux éléments suivants au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités¹⁶ :

	1	2
Tillabéri	Pas de terres pour cultiver	Insécurité
Mopti	Pas de terres pour cultiver	Manque de cours d'eau pour pêcher
Sahel	Pas de terres pour cultiver	Insécurité
Centre-Nord	Pas de terres pour cultiver	Insécurité

	1	2
Tillabéri	Agriculture	Elevage du bétail
Mopti	Agriculture	Elevage du bétail
Sahel	Agriculture	Elevage du bétail
Centre-Nord	Elevage du bétail	Agriculture

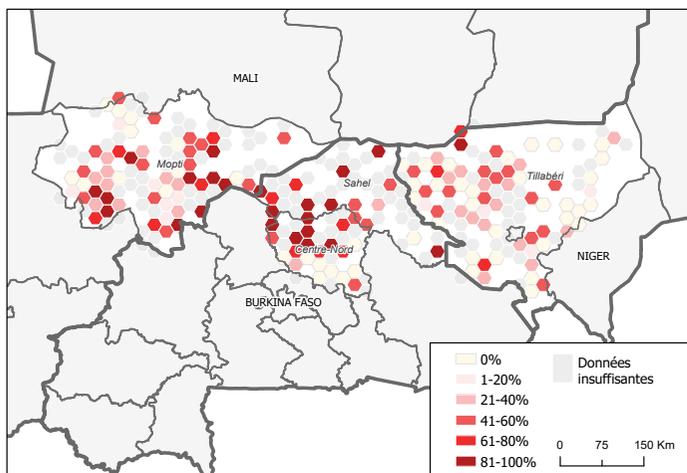
Régions	Terres cultivables	Semences	Matériel agricole	Bétail
Tillabéri	6%	57%	65%	2%
Mopti	54%	74%	71%	34%
Sahel	44%	66%	82%	26%
Centre-Nord	36%	58%	76%	13%

¹⁸ Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté que la majorité de la population n'a pas eu accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois.

Santé et nutrition

Les IC ont rapporté que dans **36%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé à distance de marche au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée au niveau des régions évaluées au Burkina Faso (**66%** dans la région du Sahel et **46%** dans la région du Centre-Nord).

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du dernier mois :



- Selon les IC, les considérations sécuritaires constituent le principal frein à l'accès aux infrastructures de santé dans les localités où la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche. Ce facteur sécuritaire semble encore plus prépondérant dans la région du Sahel (84% de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès aux services de santé pour des raisons sécuritaires). Ces considérations sécuritaires englobent l'insécurité trop forte dans la zone, le déplacement du personnel médical qualifié et l'arrêt de travail du personnel médical.
- Hormis la situation sécuritaire, le manque d'infrastructures de santé à proximité explique également que des populations n'avaient pas accès aux services de santé dans 30% de localités évaluées selon les IC et ce dernier facteur pourrait être mis en lien avec la limitation de la couverture médicale dans cette zone frontalière¹⁹. Ces facteurs (insécurité et manque d'infrastructures) qui limitent l'accès aux services de santé compliquent l'accès aux soins pour les populations, ce qui, par extension pourrait augmenter le risque de décès suite aux maladies graves ayant besoin d'une prise en charge rapide.
- Le principal problème de santé ayant affecté la majorité de la population au cours du dernier mois est le paludisme selon les IC (rapporté dans plus de 3/4 des localités évaluées dans chaque région). Après le paludisme, les autres problèmes de santé les plus signalés sont respectivement la fièvre et la malnutrition.
- Parallèlement à ces problèmes de santé, les IC ont indiqué une hausse du taux de décès au cours du dernier mois dans 30% des localités évaluées. Dans ces localités, la principale cause de décès serait le paludisme/feèvre, les conflits/attaques constitueraient la première cause de décès dans 4% de localités évaluées et ces localités sont situées dans les départements de Bankass, Koro et Douentza (Mali), Seno (Sahel) et Ayerou (région de Tillabéri).
- En matière de nutrition, les programmes nutritionnels ont été rapportés comme accessibles à distance de marche dans 39% de localités évaluées. Dans ces localités, les types de programmes les plus accessibles sont d'après les IC, la prise en charge de la malnutrition sévère et de la malnutrition modérée des enfants (plus de 80% de localités évaluées par programme) ainsi que la prise en charge de la malnutrition des femmes enceintes et allaitantes dans la moitié des localités évaluées.

Trois principaux problèmes de santé ayant affecté une majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC¹⁶ :

	1	2	3
Tillabéri	Paludisme	Fièvre	Malnutrition
Mopti	Paludisme	Malnutrition	Fièvre
Sahel	Paludisme	Pas de consensus	Problèmes respiratoires
Centre-Nord	Paludisme	Fièvre	Malnutrition

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté une hausse du nombre de décès au cours du dernier mois :

Tillabéri	37%
Mopti	23%
Sahel	34%
Centre-Nord	18%

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels à distance de marche au cours du dernier mois :

Tillabéri	52%
Mopti	26%
Sahel	25%
Centre-Nord	40%

Principal programme nutritionnel le plus souvent cité par les IC comme accessible à distance de marche au cours du dernier mois²⁰ :

Tillabéri	Malnutrition modérée des enfants
Mopti	Malnutrition sévère des enfants
Sahel	Malnutrition modérée des enfants
Centre-Nord	Malnutrition modérée des enfants

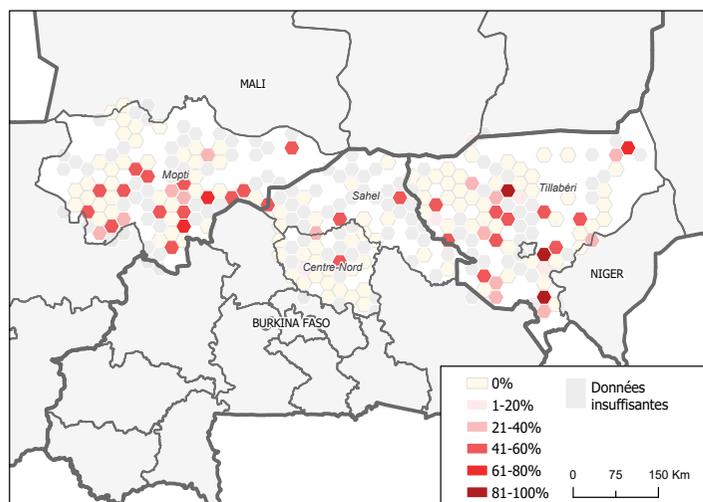
¹⁹ REACH. *Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso*, Octobre 2019.

²⁰ Pourcentage calculé sur l'ensemble des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels à distance de marche au cours du dernier mois.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Les IC ont rapporté que dans **16%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à un point d'eau amélioré²¹ à distance de marche²¹ au cours du dernier mois et cette proportion est plus élevée dans la région de Tillabéri (**21%**).

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un point d'eau amélioré à distance de marche au cours du dernier mois :



- Selon les IC, dans 41% des localités évaluées, la majeure partie de la population a mis plus de 30 minutes pour atteindre, attendre et revenir de la source de l'eau au cours du dernier mois. Dans la région du Sahel en particulier, la majeure partie de la population mettrait plus d'une heure dans 36% de localités évaluées. Par ailleurs, les forages constituaient la première source d'eau de boisson dans la majeure partie des localités évaluées selon les IC (39%) ; les autres sources sont les puits protégés (23%) et les puits non protégés (13%).
- Au niveau des localités où la majorité de la population n'avait pu accéder à un point d'eau amélioré à distance de marche au cours du dernier mois, l'insécurité a été rapportée comme cause principale dans 15% des localités évaluées. Les considérations sécuritaires semblent davantage limiter l'accès à l'eau dans la région du Sahel où l'insécurité a été rapportée comme principal frein à l'accès à l'eau dans 46% de localités évaluées.
- La situation en matière d'assainissement est très préoccupante au regard de la forte proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont signalé que la population n'utilisait pas de latrines au cours du dernier mois (62% de localités) et cette proportion est plus élevée dans la région du Sahel (79%). Selon les IC dans les quatre régions, les deux premières causes expliquant l'utilisation limitée des latrines seraient leur indisponibilité et leur insuffisance. Ces facteurs pourraient être mis en lien avec la présence croissante de déplacés qui pourrait augmenter la pression sur les ressources/infrastructures d'eau et d'assainissement¹. De plus, l'indisponibilité des latrines contribue à la continuation de la pratique de défécation à l'air libre susceptible d'entraîner des problèmes de santé publique car elle pollue les sols et les eaux, transmet des pathogènes fécaux et entraîne des maladies comme la diarrhée²¹.
- En termes d'hygiène, l'usage du savon semble plutôt faible car le savon a été rapporté par les IC comme méthode privilégiée de lavage des mains dans une faible proportion de localités évaluées (16%) ; l'eau uniquement constituerait la méthode de lavage des mains privilégiée dans 3/4 des localités. Au regard de ce constat, une sensibilisation accrue à l'hygiène et la distribution de biens non alimentaires tels que le savon sont nécessaires afin de renforcer les pratiques d'hygiène des populations au sein de ces localités.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un point d'eau amélioré à distance de marche²¹ au cours du dernier mois :

Tillabéri	■	21%
Mopti	■	13%
Sahel	■	11%
Centre-Nord	■	5%

3 principales sources d'eau de boisson les plus utilisées par la majorité de la population selon les IC¹⁶ :

	1	2	3
Tillabéri	Forage	Puit protégé	Puit non protégé
Mopti	Puits protégé	Robinet	Puit non protégé
Sahel	Forage	Puit non protégé	Mini AEP
Centre-Nord	Forage	Mini AEP	Pas de consensus

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès aux latrines au cours du dernier mois :

Tillabéri	■	32%
Mopti	■	48%
Sahel	■	21%
Centre-Nord	■	34%

Proportion de localités évaluées où les IC ont cité le savon comme méthode de lavage des mains la plus utilisée par une majorité de ménages au cours du dernier mois :

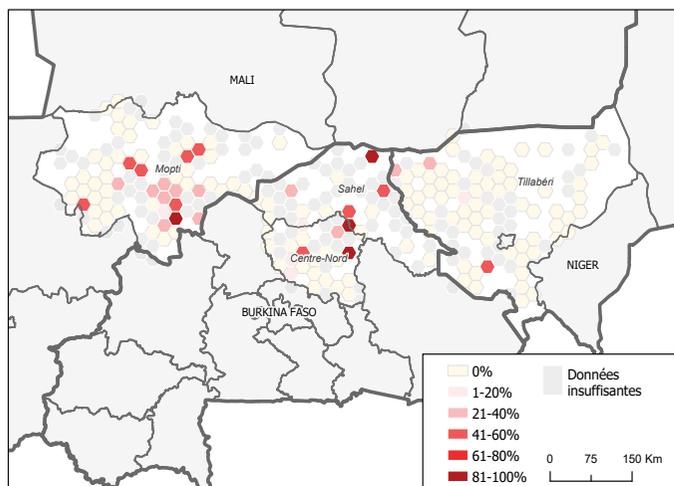
Tillabéri	■	23%
Mopti	■	8%
Sahel	■	7%
Centre-Nord	■	21%

²¹ REACH. [Evaluation des connaissances, attitudes et pratiques en EHA des populations vivant dans les sites de déplacés dans la région de Diffa](#). Janvier 2019

Abris et biens non alimentaires

Les IC ont rapporté que dans le quart des localités évaluées (25%), la majorité des PDI vivait dans un abri précaire¹⁰ (tente de fortune, bâtiment abandonné, bâtiment communautaire ou pas d'abris) au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans les localités évaluées dans la région du Sahel (33%).

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité des PDI vivait dans un abri précaire¹⁰ cours du dernier mois :



- Les besoins en abris semblent très importants particulièrement pour les populations déplacées dont les PDI. En effet, bien que la proportion de localités évaluées dans lesquelles la majorité des PDI ne disposait pas d'un abri au cours du dernier mois est plutôt faible selon les IC (2%), les types d'abris qui ont été rapportés comme disponibles pour les PDI dans plus du quart des localités évaluées semblent assez précaires (tente de fortune, bâtiment abandonné, bâtiment communautaire). Ce constat est encore plus marqué dans les deux régions du Burkina Faso qui totalisent 40% de localités évaluées dans lesquelles la majorité des PDI vivait dans un abri précaire. En revanche, la situation en termes d'abris semble meilleure pour la communauté locale car les IC ont rapporté que la majorité de la communauté locale utilisait des abris en structure permanente ou en paille dans la quasi totalité des localités évaluées (97%).
- De plus, la destruction des abris (totalement ou partiellement) au cours du dernier mois a été rapportée dans une proportion non négligeable de localités évaluées : 23% et davantage dans la région du Sahel (31%). Selon les IC, les inondations constituaient la principale cause de destruction dans plus de la moitié des localités dans lesquelles les IC ont signalé cette destruction d'abris. Comme constaté pour les autres secteurs, l'insécurité semble également impacter les abris car les IC ont rapporté que les combats/attaques constituaient la deuxième source de destruction des abris (rapportée comme principal facteur dans 39% de localités évaluées). Si l'insécurité semble encore plus prépondérante parmi les motifs de destruction des abris dans la région du Sahel (90% de localités), les inondations semblent avoir lourdement impacté les abris dans la région de Tillabéri (première source de destruction dans 82% de localités). Les deux principaux matériaux de construction des abris rapportés comme non disponibles pour la majorité de la population au cours du dernier mois sont la tôle ondulée et le bois.
- En ce qui concerne les biens non alimentaires, les moustiquaires constituent l'article le plus rapporté comme étant indisponible dans les régions de Tillabéri et de Mopti tandis que les nattes et couvertures ont été davantage rapportées comme indisponibles dans les régions Sahel et Centre-Nord. L'indisponibilité des moustiquaires en particulier pourrait augmenter le risque de propagation du paludisme qui constitue le principal problème de santé rapporté dans une plus haute proportion de localités évaluées. De même, l'indisponibilité des nattes et couvertures pendant la période de froid dans la zone frontalière (allant de décembre à février) pourrait également augmenter le risque de fièvre.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la destruction d'abris au cours du dernier mois :

Trois principales raisons les plus rapportées par les IC pour expliquer la destruction des abris au cours du dernier mois²² :

Deux principaux matériaux de construction les plus rapportés comme indisponibles pour la majorité de la population au cours du dernier mois par les IC :

2 principaux articles non alimentaires les plus rapportés comme indisponibles pour la majorité de la population au cours du dernier mois par les IC :

Tillabéri	24%
Mopti	23%
Sahel	31%
Centre-Nord	13%

	1	2	3
Tillabéri	Inondations	Intempéries/vents	Combats/attaques
Mopti	Combats/attaques	Inondations	Incendies
Sahel	Combats/attaques	Incendies	Intempéries/vents
Centre-Nord	Combats/attaques	Intempéries/vents	Je ne sais pas

	1	2
Tillabéri	Tôle	Bois
Mopti	Tôle ondulé	Tôle
Sahel	Bois	Bâche
Centre-Nord	Bois	Tôle

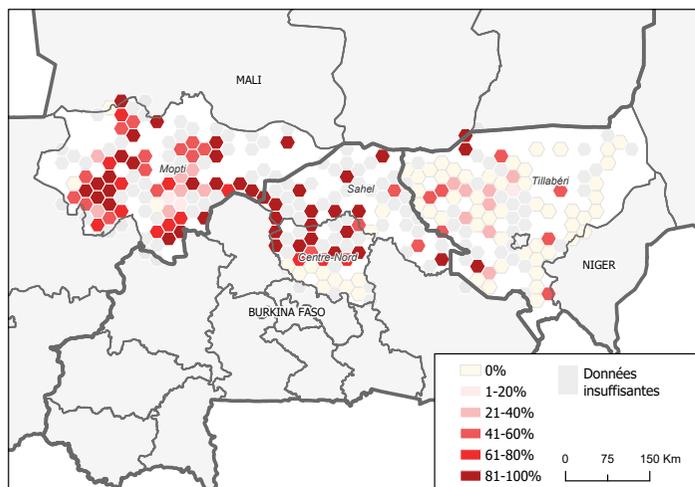
	1	2
Tillabéri	Moustiquaire	Couvertures
Mopti	Moustiquaire	Couverture
Sahel	Couvertures	Nattes
Centre-Nord	Nattes	Couverture

²² Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté une destruction d'abris au cours du dernier mois.

Education

Les IC ont rapporté que dans **42%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹¹ au cours du dernier mois ; cette proportion atteint **78%** dans la région du Sahel.

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹¹ au cours du dernier mois :



- Le secteur de l'éducation est parmi les secteurs les plus affectés par la crise sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso, surtout dans la région du Sahel. Cette insuffisance de services éducatifs fonctionnels à distance de marche au Burkina Faso pourrait également être mise en lien avec la hausse remarquable du nombre d'écoles dysfonctionnelles entre mai et juin 2019 (de 908 à 2024 écoles pour des raisons sécuritaires) et la région du Sahel présente la situation la plus critique²⁴. Parallèlement, au Mali, la situation semble également préoccupante dans la région de Mopti où la majorité de la population n'avait pas accès aux services éducatifs dans 67% de localités évaluées.
- A l'image des autres secteurs (EHA, santé, moyens d'existence), les problèmes sécuritaires constituaient le principal frein à l'accès aux services éducatifs au cours du dernier mois : les deux principales difficultés pour l'accès à l'éducation qui ont été rapportées par les IC sont l'insécurité (41% des localités évaluées) et le déplacement des enseignants (21% de localités évaluées)¹² ; or, le déplacement des enseignants est fortement lié aux risques sécuritaires d'autant plus que des attaques ou menaces ciblant le secteur de l'éducation sont souvent rapportées par divers mécanismes de suivi.
- La scolarisation des filles et des garçons représente un important défi pour l'éducation sur toute la zone frontalière. Selon les IC, la moitié ou plus des filles/garçons étaient scolarisés et suivaient les cours du dernier mois dans environ la moitié des localités évaluées (pour chaque catégorie) et cette proportion semble particulièrement faible dans les régions de Mopti et du Sahel (10% de localités évaluées où la moitié des filles ou plus suivait les cours du dernier mois dans la région du Sahel et 20% de localités évaluées dans la région de Mopti).
- D'après les IC, les considérations économiques expliquent le manque de scolarisation des garçons, notamment le fait que les enfants doivent travailler en dehors de la maison (travail champêtre, vente au marché etc). Chez les filles, le facteur principal rapporté est que les parents ne peuvent pas payer les frais liés à la scolarisation (Centre-Nord et Sahel), l'insécurité de la zone (Mopti) et le besoin que les filles travaillent en dehors de la maison (Tillabéri). Ces éléments montrent que le manque de ressources expliquant le travail des enfants au détriment de l'école représente un important frein à l'éducation d'autant plus que les principaux moyens de subsistance des populations (l'élevage et l'agriculture) sont perturbés du fait de l'insécurité.

Proportion de localités évaluées dans lesquelles la moitié ou plus des filles de 6-17 ans étaient scolarisés et suivaient les cours du dernier mois :

Proportion de localités évaluées dans lesquelles la moitié ou plus des garçons de 6-17 ans étaient scolarisés et suivaient les cours du dernier mois :

Principale raison pour laquelle les filles n'étaient pas scolarisées ou ne suivaient pas les cours au cours du dernier mois selon les IC²³ :

Principale raison pour laquelle les garçons n'étaient pas scolarisés ou ne suivaient pas les cours du dernier mois selon les IC²³ :

Région	Proportion (%)	Région	Proportion (%)
Tillabéri	56%	Tillabéri	57%
Mopti	20%	Mopti	23%
Sahel	10%	Sahel	15%
Centre-Nord	35%	Centre-Nord	45%

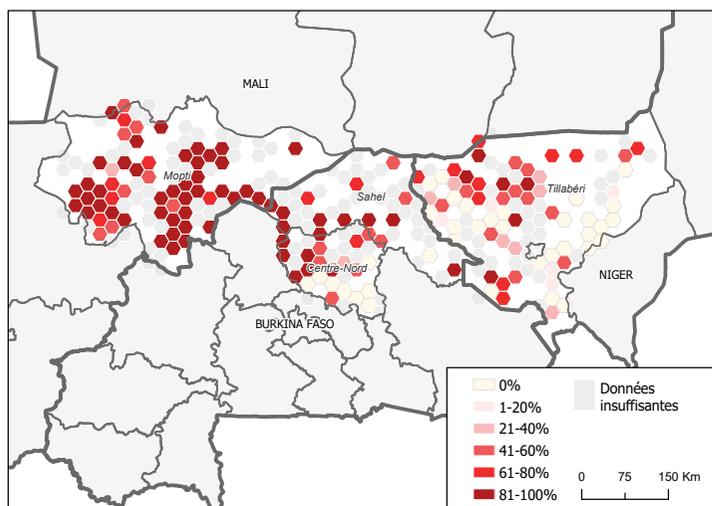
Région	Principale raison	Région	Principale raison
Tillabéri	Les enfants doivent travailler en dehors de la maison	Tillabéri	Les enfants doivent travailler en dehors de la maison
Mopti	Zone trop dangereuse	Mopti	Les enfants doivent travailler en dehors de la maison
Sahel	Les parents/responsables ne peuvent pas payer les frais d'inscription	Sahel	Les enfants doivent travailler en dehors de la maison
Centre-Nord	Les parents/responsables ne peuvent pas payer les frais d'inscription	Centre-Nord	Les enfants doivent travailler en dehors de la maison

²³ Pourcentage calculé avec le total des localités ayant rapporté qu'une partie du groupe démographique concerné n'était pas scolarisé et ne suivait pas les cours régulièrement au cours du dernier mois.

Protection

Les IC ont rapporté que dans **59%** des localités évaluées, la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans la région de Mopti (**88%**) et du Sahel (**76%**).

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du dernier mois :



Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés au cours du dernier mois :

Tillabéri	11%
Mopti	25%
Sahel	43%
Centre-Nord	24%

Proportion de localités évaluées où des IC ont rapporté des incidents durant lesquels des maisons ont été pillées au cours du dernier mois :

Tillabéri	9%
Mopti	17%
Sahel	38%
Centre-Nord	23%

- Le sentiment de sécurité des populations tel que rapporté par les IC semble reposer sur des risques de sécurité tangibles. En effet, les régions du Sahel et de Mopti qui comptent une proportion plus élevée de localités où la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du dernier mois, sont également les deux régions avec une plus forte proportion de localités où les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés (43% de localités dans la région du Sahel et 25% dans la région de Mopti). Cette concordance entre le sentiment de sécurité et les incidents sécuritaires suggère que la perception sécuritaire des populations repose sur des faits réels (incidents sécuritaires, menaces etc.).
- De plus, les incidents de pillages au cours du dernier mois ont été rapportés par les IC dans 16% de localités évaluées et cette proportion atteint 38% de localités dans la région du Sahel ; cette situation est très préoccupante car les incidents de façon globale (pillages, attaques) impactent le sentiment d'insécurité des populations, ce qui pourrait avoir comme conséquence les déplacements croissants par mesure sécuritaire ou préventive qui augmentent la vulnérabilité de ces dernières.
- Parallèlement, les violences par un groupe armé représentent la principale préoccupation au cours du dernier mois pour chaque groupe démographique (filles, femmes, garçons, hommes) ; hormis l'insécurité induite par la présence de groupes armés, les atteintes à l'intégrité basées sur le genre (mariage précoce, violences sexuelles) constituent la principale préoccupation des femmes et des filles (davantage le mariage précoce/forcé chez les filles). Comme illustré par certains rapports de monitoring protection, le phénomène de mariage précoce dans cette zone pourrait être mis en lien avec la crise sécuritaire et humanitaire. En effet, au-delà des réalités socioculturelles, le mariage précoce des filles allège les charges familiales difficiles à gérer du fait de l'insuffisance de moyens de subsistance et de l'impact de l'insécurité sur les ressources des familles²⁴.
- En termes de cohésion sociale/communautaire, les relations entre les communautés hôtes et déplacées ont été rapportées comme bonnes par les IC dans plus de 60% de localités évaluées dans chaque région. Cependant, la région de Mopti compte moins de localités évaluées dans lesquelles les relations sont décrites comme « bonnes » entre les différentes communautés et les deux cercles au sein desquels ces relations semblent plus fragiles sont les cercles de Bankass et de Douentza.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que les relations seraient bonnes entre populations déplacées et non déplacées :

Tillabéri	79%
Mopti	63%
Sahel	79%
Centre-Nord	73%

Deux principales préoccupations au cours du dernier mois pour chaque groupe démographique selon les IC²⁵.

	1	2
Femmes	Violences par un groupe armé	Violences sexuelles
Filles	Violences par un groupe armé	Mariage précoce/forcé
Hommes	Violences par un groupe armé	Pas de consensus
Garçons	Violences par un groupe armé	Pas de consensus

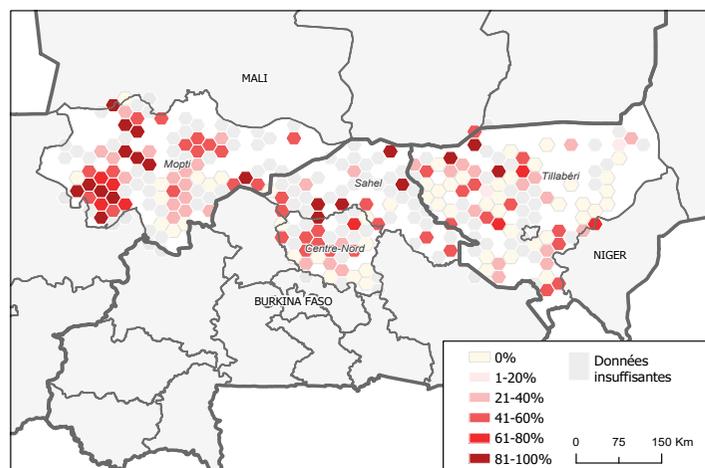
²⁴ Cluster protection. ANTD. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontalière Niger - Mali - Burkina Faso. Mai 2019

²⁵ L'option "Aucune" n'a pas été rapportée ici mais était l'option sélectionnée par le plus grand nombre d'IC pour l'ensemble des groupes démographiques.

Communication

Les IC ont rapporté que dans **37%** des localités évaluées, la majorité de la population avait eu des difficultés pour accéder à l'information sur l'assistance humanitaire disponible dans la zone au cours du dernier mois. Cette proportion atteint la moitié des localités évaluées dans la région du Sahel (**51%**).

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours du dernier mois :



- Les moyens de communication privilégiés par la population pour obtenir des informations sont principalement la radio rapportée par les IC comme principale source d'information dans environ la moitié des localités évaluées (47%) et le téléphone dans 37% de localités. Cet usage de la radio semble encore plus important dans la région de Tillabéri (60% de localités évaluées) tandis que le téléphone constituerait la source d'information la plus utilisée par la majorité de la population dans la région de Mopti selon les IC.
- Quant au réseau mobile, il a été rapporté comme disponible dans au moins 70% des localités évaluées dans chaque région, ce qui facilite la communication dans ces zones sous réserve que la qualité du réseau téléphonique soit suffisante pour permettre les communications régulières entre les populations.
- Au sein des communautés, les principaux pourvoyeurs d'information sont les amis/la famille (rapporté dans 56% de localités) ainsi que les leaders communautaires (25%). Ce rôle important des leaders communautaires en tant que diffuseurs d'information reflète la nécessité de les associer aux activités de diffusion d'informations relatives aux interventions humanitaires d'autant plus que l'accès à l'aide humanitaire a été rapporté comme le type d'information le plus utile pour la majorité de la population dans le quart des localités évaluées.
- Hormis les informations relatives à l'accès humanitaire, les autres types d'information jugés comme plus utiles sont les informations sur la situation des membres de la famille vivant ailleurs ou étant restée dans les localités d'origine, les informations générales sur la situation dans les localités d'origine ainsi que les informations sur les restrictions de mouvement.
- Si les informations sur l'aide humanitaire permettent aux populations d'être mieux informées des distributions et aides permettant d'améliorer leurs conditions de subsistance dans les localités d'accueil, les informations relatives aux localités d'origine permettent de suivre l'évolution de la situation (sécuritaire, économique, climatique) pour décider d'un éventuel retour. En effet, les populations ayant participé à la cartographie des déplacements ont souligné que l'amélioration de la sécurité conditionne le retour dans les localités de départ.

Quatre principales sources d'information les plus utilisées par la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC :

Quatre principaux pourvoyeurs d'information les plus utilisés par la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC :

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que le réseau mobile était disponible au cours du dernier mois :

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que l'accès à l'aide humanitaire était l'information la plus utile pour la majorité de la population au cours du dernier mois :

Radio		47%
Téléphone		37%
Pas de consensus		5%
Télévision		4%

Amis/famille		56%
Leaders communautaires		25%
Autorités locales		8%
Pas de consensus		6%

Tillabéri		73%
Mopti		91%
Sahel		87%
Centre-Nord		94%

Tillabéri		23%
Mopti		23%
Sahel		41%
Centre-Nord		20%

 **Assistance humanitaire**

La sécurité alimentaire a été rapportée par les IC comme le type d'assistance dont la population aurait le plus besoin dans environ la moitié des localités évaluées (49%) et principalement citée comme intervention prioritaire dans chacune des quatre régions évaluées. Après la sécurité alimentaire, le deuxième type d'assistance qui a été le plus rapporté comme prioritaire est la protection (dans 20% de localités évaluées) et cette proportion atteint plus de 30% dans chacune des régions évaluées au Burkina Faso. En outre, dans la région de Tillabéri en particulier, l'EHA constitue le deuxième secteur d'intervention prioritaire selon les IC (rapporté dans 11% de localités évaluées).

Proportion de localités évaluées par type d'assistance humanitaire dont les populations auraient le plus besoin au cours du dernier mois selon les IC :

Régions	Sécurité alimentaire	Protection	Moyens de subsistance	EHA	Santé	BNA	Abris	Education	Communication	Nutrition	Aucune	Autre	NC/NSP/NSR
Tillabéri	49%	8%	7%	11%	8%	1%	1%	4%	0%	0%	0%	0%	10%
Mopti	50%	25%	1%	3%	10%	0%	0%	5%	0%	1%	0%	0%	4%
Centre-Nord	45%	30%	6%	3%	3%	0%	0%	3%	0%	1%	1%	5%	5%
Sahel	51%	38%	0%	3%	3%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	4%

- La priorité accordée à la sécurité alimentaire pourrait s'expliquer par les besoins humanitaires très sévères dans ce secteur notamment au vu de la proportion élevée de localités évaluées (74%) dans lesquelles la majeure partie de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois.
- Après la sécurité alimentaire, la priorité accordée à la protection selon la perception des IC dans près du quart des localités évaluées pourrait s'expliquer par l'occurrence d'incidents sécuritaires/menaces à l'origine du déplacement croissant des populations et qui impacte le sentiment de sécurité des populations. La persistance de ce sentiment d'insécurité pourrait augmenter les déplacements et ainsi faire hausser les besoins dans les autres secteurs d'intervention (les abris, l'éducation, l'EHA etc).
- Hormis la sécurité alimentaire et la protection, au niveau de la zone frontalière, les autres types d'assistance les plus rapportés par les IC sont respectivement la santé, l'EHA, les moyens de subsistance et l'éducation ; en effet, les besoins sont également très importants dans ces secteurs fortement impactés par l'insécurité dans la zone.

Informations additionnelles

En plus de cet aperçu de la situation, les autres produits relatifs à ce suivi humanitaire qui ont été publiés sont les suivants :

- REACH. Rapport. [Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#). Octobre 2019
- REACH. Factsheet. [Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Niger. Région de Tillabéri](#). Novembre 2019
- REACH. Factsheet. [Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone trois frontières. Mali. Région de Mopti](#). Novembre 2019
- REACH. Factsheet. [Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Burkina Faso. Région du Sahel](#). Novembre 2019
- REACH. Factsheet. [Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois frontières. Burkina Faso. Région du Centre-Nord](#). Novembre 2019
- REACH. Aperçu de la situation. [Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Mali. Région de Mopti](#)
- REACH. Aperçu de la situation. [Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Niger. Région de Tillabéri](#)
- REACH. Aperçu de la situation. [Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Burkina Faso. Régions du Sahel et du Centre-Nord](#)